

Plan Local
d'Urbanisme

P.L.U

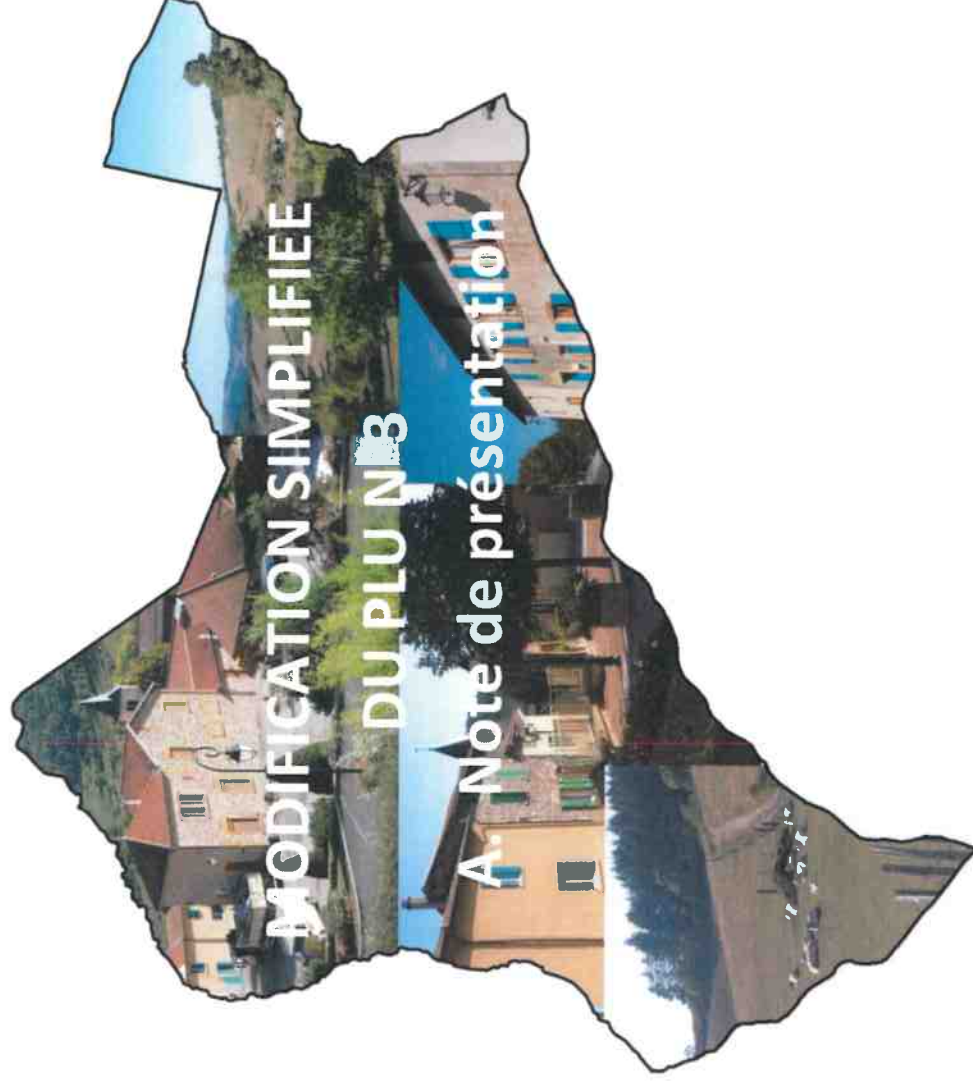
Commune de

ST MARCEL L'ECLAIRE

(Département du Rhône)

04 74 63 29 68

mairie@saintmarcelleclaire.fr



Vu pour être annexé à la délibération d'approbation de la
modification simplifiée n°3 du PLU
ST MARCEL L'ECLAIRE, le.....

Sommaire

1	Situation et contexte géographique	3
2	Profil de la commune	4
3	Choix de la procédure.....	5
4	La modification	7
6	La traduction dans le dossier réglementaire	19
7	Impact sur l'environnement.....	19
8	Impact sur l'activité agricole	19
	CONCLUSION	20

1 Situation et contexte géographique

La commune de SAINT-MARCEL L'ECLAIRE est située à l'Ouest du département du RHÔNE, en limite de la Loire, au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le village est situé à 4 kms de la ville de Tarare, chef-lieu de canton, à 45 kms de Lyon, et 46 kms de Roanne. Saint-Marcel L'Éclairé, qui s'étend sur environ 1188 ha et comprend 538 habitants en 2018, appartient au canton de Tarare et à l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône. Le territoire de la commune est délimité à l'Ouest par la ligne de partage des eaux Atlantique/Méditerranée.

La Commune adhère à la **Communauté de Communes de l'Ouest Rhodanien** depuis le 1^{er} janvier 2014. Cet EPCI regroupe 31 communes et environ 50 616 habitants sur 577 km².

Situé en limite avec le département de la Loire, le territoire communal constitue un espace charnière à dominante rurale au pied des Monts du Lyonnais, et du col du Pin Bouchain.

Il se situe dans les **Monts de Tarare**, espace de moyenne montagne situé en frange Ouest du département du Rhône, en continuité du Beaujolais vert au Nord, et des Monts du Lyonnais au Sud.

Sur l'ensemble du territoire communal, l'altitude varie de 360 m à l'extrémité Est du territoire communal le long de la vallée de la Turdine en limite de la zone d'activités de Tarare, à 823 m dans la partie sud de la commune, soit une **amplitude altimétrique de 463 m**.

SAINT MARCEL L'ECLAIRE est une commune rurale dont le territoire est dominé par les espaces forestiers, notamment forêts de conifères. Les espaces boisés sont présents majoritairement dans la partie Sud du territoire, sur les reliefs et sur les versants orientés Nord.

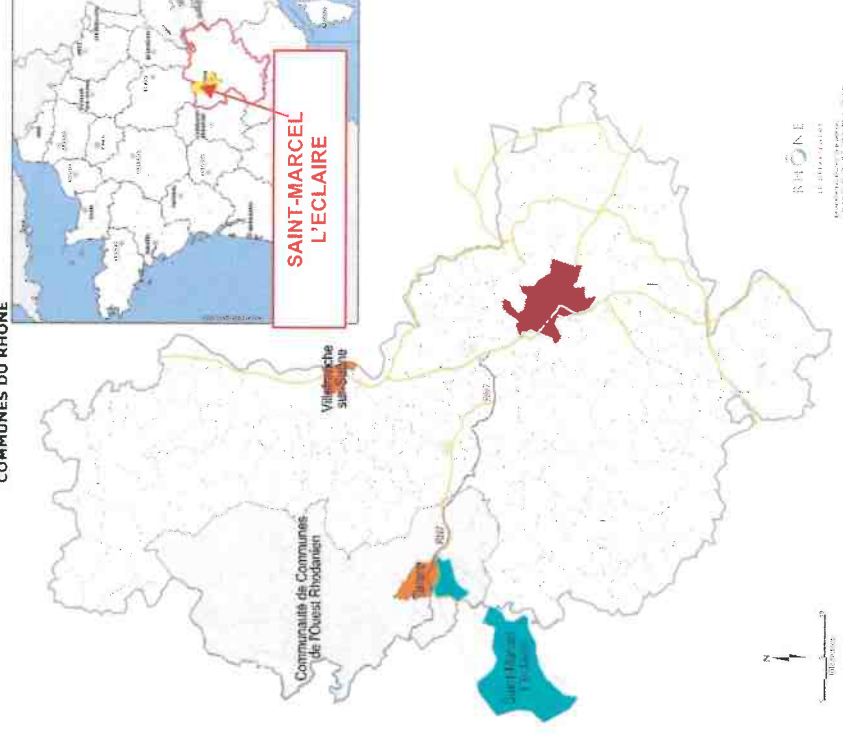
La Superficie Agricole Utile représente 333 ha soit 30% du territoire communal. Les prairies sont dominantes.

Les principaux espaces urbanisés se concentrent au centre de la commune et s'étalent le long de la ligne de crête. Ils correspondent au bourg et à ses extensions, mais ils présentent un étalement urbain relativement limité, suivant la topographie du site.

Sur le reste du territoire communal, la trame bâtie est très dispersée selon une diagonale Nord-Est/Sud-Ouest, et épouse les coteaux non boisés.

Localisation de SAINT MARCEL L'ECLAIRE dans le département du RHÔNE, en limite du département de la Loire

COMMUNES DU RHÔNE



2 Profil de la commune

SAINT MARCEL L'ECLAIRE :

Région : Rhône-Alpes

Département : Rhône

Arrondissement : Villefranche-sur-Saône

Canton : Tarare

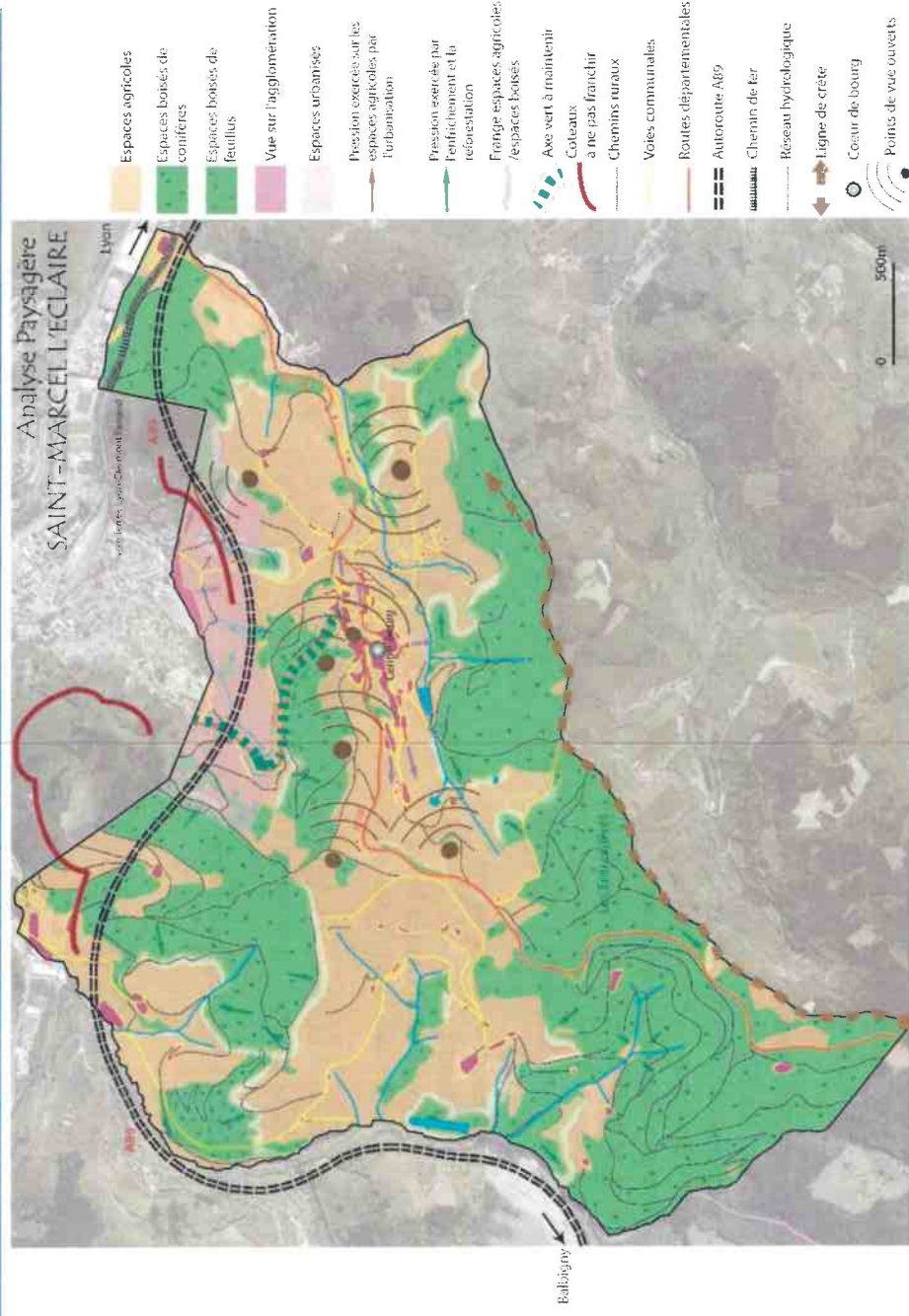
Communauté de Communes : Ouest Rhodanien

SCOT : Beaujolais

Superficie : 1188 ha

Altitudes : maximale 360 m
minimale 843 m

Population : 538 habitants (2018)



3 Choix de la procédure

OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

La commune de ST MARCEL L'ECLAIRE dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 5 novembre 2015.
Il a fait l'objet d'une modification simplifiée N°1 approuvée le 27 juillet 2017, d'une révision allégée N°1 et d'une modification simplifiée n°2 approuvées le 07/04/22.
Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune a été établi selon 3 défis :

Défi I : PRESERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE DU VILLAGE ET SON ENVIRONNEMENT NATUREL

- Protéger et valoriser le patrimoine naturel, agricole et les paysages ruraux

- Préserver le caractère rural et le cadre bâti typique du village

DEFI II : CONFORTER LES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET MAITRISER LE DEVELOPPEMENT URBAIN

- Accueillir de nouveaux habitants par une offre nouvelle et adaptée de logements

DEFI III : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ET NOTAMMENT L'ECONOMIE RESIDENTIELLE LOCALE

- Maintenance et développement des commerces, services et équipements
- Développement économique, notamment touristique du territoire

La présente procédure d'évolution du PLU a pour objet de rectifier une erreur matérielle dans la rédaction des articles 6 et 7 du règlement écrit en ce qui concerne l'extension des constructions existantes en limite de voies ou emprises publiques (article 6) et en limite séparative (article 7).

Les articles L.153-36 du Code de l'Urbanisme (CU) précise :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »
La modification à apporter au PLU n'entre pas dans le champ d'une révision prévue à l'article L153-31 dans la mesure où elle n'aura pas pour conséquence

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

La procédure pour modifier le règlement d'urbanisme du PLU relève donc d'une modification.

La procédure ne relève pas d'une modification de droit commun, pour laquelle l'article L.153-41 du code de l'urbanisme impose une enquête publique, puisqu'elle n'a pas pour effet de :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

L'article L153-45 du code de l'urbanisme précise que la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

- 1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L153-41 ;
- 2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L151-28 ;
- 3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle

En conséquence, la procédure à mettre en œuvre est **une modification simplifiée du PLU** qui doit faire l'objet d'une mise à disposition du public du dossier, pendant un mois, après avoir recueilli l'avis des personnes publiques associées (PPA).

4 La modification

Rectification d'une erreur matérielle dans le règlement écrit :

Cette procédure a pour objet de rectifier une erreur matérielle détectée lors d'instruction d'urbanisme présentée après la révision allégée du plan local d'urbanisme approuvée le 7 avril 2022.

Une malfaçon rédactionnelle a été relevé dans la rédaction des paragraphes relatifs aux extensions des constructions existantes au sein des articles 6 et 7 du PLU, matérialisée dans ces termes, **«et dans le but d'améliorer les règles existantes ou qui sont sans effet à leur égard »**. Cette malfaçon rédactionnelle est difficilement assimilable, très contraignante, et en réelle contradiction avec la volonté de la commune de se développer et de porter un projet de restructuration de l'école dès 2021.

Les objectifs et justifications de la dernière révision allégée du PLU visait globalement de rendre cohérent le phasage ou la programmation de l'urbanisation en fonction de la priorité de conforter le bourg et ses équipements, dont l'école.

Elle visait à optimiser une zone OAP près du bourg pour proposer du foncier constructible.

Depuis le début de l'année 2022, une quinzaine de maisons individuelles sont en construction sachant que de nombreux jeunes ménages se sont installés les années précédentes, confortant les objectifs affichés par la commune dont la restructuration de l'école qui devenait un enjeu.

La commune a sollicité une étude afin de recenser les besoins et de déterminer le lieu le plus propice pour ce projet en décembre 2021 en partenariat avec le CAUE.

La commune étudiait différentes hypothèses au cours de l'année 2022 et finalement validait l'opération d'extension de l'école actuelle, qui se situe dans le centre du bourg.

(L'ensemble des documents démontrant ce cheminement de projet est joint à la présente).

Cette malfaçon rédactionnelle ne permettra pas la concrétisation du projet d'école qui a été validé par la commune par l'extension du bâtiment existant.

La procédure de modification permettra de rectifier cette erreur et de renouer avec une lecture plus souple de ces articles permettant l'émergence d'autres projets.

Avant modification simplifiée

Article UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Les constructions doivent être édifiées en harmonie avec le bâti existant à l'alignement des voies publiques.
2. Des implantations différentes pourront être autorisées :
 - Pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non-conformes à ces règles dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Les constructions doivent être édifiées en harmonie avec le bâti existant à l'alignement des voies publiques.
2. Des implantations différentes pourront être autorisées :
 - Pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non-conformes à ces règles ~~dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Article UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les projets de constructions doivent tenir compte de l'implantation et de l'orientation des constructions voisines, afin de s'intégrer d'une manière ordonnée aux volumes existants ;
2. Les constructions doivent s'implanter :
 - soit en limite séparative ;
 - soit en retrait des limites séparatives à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
3. Des implantations différentes pourront être autorisées :
 - Pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non-conformes à ces règles dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Article UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les projets de constructions doivent tenir compte de l'implantation et de l'orientation des constructions voisines, afin de s'intégrer d'une manière ordonnée aux volumes existants ;
2. Les constructions doivent s'implanter :
 - soit en limite séparative ;
 - soit en retrait des limites séparatives à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
3. Des implantations différentes pourront être autorisées :
 - Pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non-conformes à ces règles ~~dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles édictées ci-après s'appliquent à toutes les constructions, y compris dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les constructions devront respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ouvertes à la circulation automobile.

Pour la réalisation d'un projet à usage d'habitat présentant une architecture contemporaine de création, le choix d'implantation des constructions dépendra du parti d'aménagement retenu notamment au regard des préoccupations en matière d'économie d'énergie, de l'orientation des constructions par rapport aux données climatologiques et pourra s'implanter à l'alignement ou en retrait

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est admis jusqu'à l'alignement ou en retrait et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles édictées ci-après s'appliquent à toutes les constructions, y compris dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les constructions devront respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ouvertes à la circulation automobile.

Pour la réalisation d'un projet à usage d'habitat présentant une architecture contemporaine de création, le choix d'implantation des constructions dépendra du parti d'aménagement retenu notamment au regard des préoccupations en matière d'économie d'énergie, de l'orientation des constructions par rapport aux données climatologiques et pourra s'implanter à l'alignement ou en retrait

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est admis jusqu'à l'alignement ou en retrait ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~



Avant modification simplifiée

Article UC 7: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit sur limite séparative à condition que leur hauteur mesurée sur limite séparative n'excède pas 4 mètres ou qu'elles s'adossent à des constructions de hauteur équivalente situées sur la parcelle voisine,
- soit en retrait par rapport aux limites séparatives.

Dans ce cas un retrait par rapport aux limites séparatives, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard

Après modification simplifiée

Article UC 7: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit sur limite séparative à condition que leur hauteur mesurée sur limite séparative n'excède pas 4 mètres ou qu'elles s'adossent à des constructions de hauteur équivalente situées sur la parcelle voisine,
- soit en retrait par rapport aux limites séparatives.

Dans ce cas un retrait par rapport aux limites séparatives, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard~~

Avant modification simplifiée

Article UH 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles édictées ci-après s'appliquent à toutes les constructions, y compris dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les constructions devront respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ouvertes à la circulation automobile.

Pour la réalisation d'un projet à usage d'habitat présentant une architecture contemporaine de création, le choix d'implantation des constructions dépendra du parti d'aménagement retenu notamment au regard des préoccupations en matière d'économie d'énergie, de l'orientation des constructions par rapport aux données climatologiques et pourra s'implanter à l'alignement ou en retrait

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est admis jusqu'à l'alignement ou en retrait et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article UH 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les règles édictées ci-après s'appliquent à toutes les constructions, y compris dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance.

Les constructions devront respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ouvertes à la circulation automobile.

Pour la réalisation d'un projet à usage d'habitat présentant une architecture contemporaine de création, le choix d'implantation des constructions dépendra du parti d'aménagement retenu notamment au regard des préoccupations en matière d'économie d'énergie, de l'orientation des constructions par rapport aux données climatologiques et pourra s'implanter à l'alignement ou en retrait

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est admis jusqu'à l'alignement ou en retrait ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article UH 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit sur limite séparative à condition que leur hauteur mesurée sur limite séparative n'excède pas 4 mètres ou qu'elles s'adossent à des constructions de hauteur équivalente situées sur la parcelle voisine,
- soit en retrait par rapport aux limites séparatives.

Dans le cas un retrait par rapport aux limites séparatives, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard

Après modification simplifiée

Article UH 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit sur limite séparative à condition que leur hauteur mesurée sur limite séparative n'excède pas 4 mètres ou qu'elles s'adossent à des constructions de hauteur équivalente situées sur la parcelle voisine,
- soit en retrait par rapport aux limites séparatives.

Dans le cas un retrait par rapport aux limites séparatives, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard~~

Avant modification simplifiée

Article UE 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions devront respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ouvertes à la circulation automobile.

Toutefois, le respect d'un retrait par rapport à l'alignement pourra être imposé ou autorisé pour des raisons d'architecture ou d'esthétique afin que la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant, soit de manière à respecter l'alignement dominant du front bâti ou de la rue, soit de manière à respecter le retrait de la construction contigüe ou intégrée au projet.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est admis jusqu'à l'alignement ou en retrait et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article UE 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions devront respecter un recul minimum de 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ouvertes à la circulation automobile.

Toutefois, le respect d'un retrait par rapport à l'alignement pourra être imposé ou autorisé pour des raisons d'architecture ou d'esthétique afin que la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant, soit de manière à respecter l'alignement dominant du front bâti ou de la rue, soit de manière à respecter le retrait de la construction contigüe ou intégrée au projet.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est admis jusqu'à l'alignement ou en retrait ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit sur limite séparative à condition que leur hauteur mesurée sur limite séparative n'excède pas 4 mètres ou qu'elles s'adossent à des constructions de hauteur équivalente situées sur la parcelle voisine,
- soit en retrait par rapport aux limites séparatives.

Dans le cas un retrait par rapport aux limites séparatives, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article UE 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit sur limite séparative à condition que leur hauteur mesurée sur limite séparative n'excède pas 4 mètres ou qu'elles s'adossent à des constructions de hauteur équivalente situées sur la parcelle voisine,
- soit en retrait par rapport aux limites séparatives.

Dans le cas un retrait par rapport aux limites séparatives, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

A défaut de marges de recul supérieures fixées au plan de zonage, les constructions doivent s'implanter à 5m minimum de l'alignement et à 15m de l'axe des voiries départementales.

Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :

Pour les constructions existantes implantées à l'alignement des voies publiques ou à une distance inférieure au retrait imposé ci-dessus. Dans ce cas, les constructions pourront être implantées, dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

A défaut de marges de recul supérieures fixées au plan de zonage, les constructions doivent s'implanter à 5m minimum de l'alignement et à 15m de l'axe des voiries départementales.

Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :

Pour les constructions existantes implantées à l'alignement des voies publiques ou à une distance inférieure au retrait imposé ci-dessus. Dans ce cas, les constructions pourront être implantées, ~~dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les constructions doivent être implantées en retrait par rapport à la limite séparative à une distance au moins égale à la demi-hauteur de la construction sans être inférieure à 4m.
2. Toutefois les constructions peuvent être édifiées en limite :
 - Si leur hauteur sur limite n'excède pas 3,5m ;
 - Si elles jouxtent des bâtiments existants construits en limite. Dans ce cas leur hauteur est limitée à celle du bâtiment voisin.
3. Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :
 - Pour les constructions existantes qui ne respectent pas la distance par rapport aux limites séparatives. Dans ce cas, les constructions pourront être implantées en limite séparative dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les constructions doivent être implantées en retrait par rapport à la limite séparative à une distance au moins égale à la demi-hauteur de la construction sans être inférieure à 4m.
2. Toutefois les constructions peuvent être édifiées en limite :
 - Si leur hauteur sur limite n'excède pas 3,5m ;
 - Si elles jouxtent des bâtiments existants construits en limite. Dans ce cas leur hauteur est limitée à celle du bâtiment voisin.
3. Des implantations différentes sont admises dans les cas suivants :
 - Pour les constructions existantes qui ne respectent pas la distance par rapport aux limites séparatives. Dans ce cas, les constructions pourront être implantées en limite séparative ~~d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles~~ ~~ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article N 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Les projets de constructions doivent tenir compte des éventuelles marges de recul portées au plan de zonage ;
2. Les projets de constructions doivent tenir compte de l'implantation et de l'orientation des constructions voisines, afin de s'intégrer d'une manière ordonnée aux volumes existants ;
A défaut d'une marge supérieure définie au plan de zonage, les constructions doivent s'implanter à une distance de l'alignement des voies au moins égale à 5 mètres et à 15m de l'axe des voiries départementales ;
3. Des implantations différentes pourront être autorisées :
 - Pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non-conformes à ces règles dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article N 6: IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Les projets de constructions doivent tenir compte des éventuelles marges de recul portées au plan de zonage ;
2. Les projets de constructions doivent tenir compte de l'implantation et de l'orientation des constructions voisines, afin de s'intégrer d'une manière ordonnée aux volumes existants ;
A défaut d'une marge supérieure définie au plan de zonage, les constructions doivent s'implanter à une distance de l'alignement des voies au moins égale à 5 mètres et à 15m de l'axe des voiries départementales ;
3. Des implantations différentes pourront être autorisées :
 - Pour des extensions ou aménagements de bâtiments existants non-conformes à ces règles ~~dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

Avant modification simplifiée

Article UI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit en limite séparative si cette limite ne constitue pas une limite de zone résidentielle.
- soit en respectant un retrait minimum de 5 mètres par rapport aux limites séparatives. Le retrait est mesuré à partir du mur de la construction (les débords de toit ne sont pas compris).

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

Après modification simplifiée

Article UI 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent s'implanter :

- soit en limite séparative si cette limite ne constitue pas une limite de zone résidentielle.
- soit en respectant un retrait minimum de 5 mètres par rapport aux limites séparatives. Le retrait est mesuré à partir du mur de la construction (les débords de toit ne sont pas compris).

L'extension de constructions existantes ne respectant pas les règles édictées précédemment est autorisée dans la mesure où elle respecte la distance existante ou qu'elle se réalise jusqu'en limite séparative ~~et dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les dites règles ou qui sont sans effet à leur égard.~~

6 La traduction dans le dossier réglementaire

1. Rapport de présentation
Aucune modification n'est apportée.
 2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
Aucune modification n'est apportée.
 3. Plans de zonage
Aucune modification n'est apportée
 4. **Règlement. Suppression des termes « dans l'objectif d'améliorer la conformité de ces immeubles avec les**
- dites règles ou qui sont sans effet à leur égard. » écrits dans les articles 6 et 7 des zones désignées supra**
5. Orientations d'aménagement et de programmation. Aucune modification n'est apportée
 6. Emplacements réservés
Aucune modification n'est apportée.
 7. Servitudes et contraintes
Aucune modification n'est apportée.

IMPACTS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

7 Impact sur l'environnement

La commune possède une biodiversité remarquable, liée notamment à son réseau hydrographique, et sa situation en limite de bassin versant.

Les affluents de la Turdine naissent en plusieurs endroits de la commune et s'écoulent en direction de Tarare. Ils sont source d'une riche biodiversité.

La modification simplifiée n'a pas pour objet d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs de la commune, notamment à proximité de ces sites d'intérêt environnemental remarquable.

2 ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique

→ ZNIEFF I: *Affluents de la Turdine (69080001)*

→ ZNIEFF II: *Haut Bassin Versant de la Turdine (6908)*

8 Impact sur l'activité agricole

La modification simplifiée n'a pas pour objet d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs de la commune, notamment en zone A et N.

En conséquence, la modification simplifiée n'a aucune incidence négative sur l'environnement et sur les espaces agricoles.

CONCLUSION

Ainsi, la présente modification simplifiée comme il vient d'être démontré :

- ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD ;
- ne porte pas atteinte à l'activité agricole ;
- ne porte pas atteinte à l'environnement ;
- ne réduit pas les espaces boisés classés ou une protection édictée en raison des qualités des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- ne comporte pas de graves risques de nuisances ;
- ne portent pas sur la destination des sols ;
- vise à supprimer une erreur matérielle issue d'une malfaçon rédactionnelle du règlement écrit.

L'Autorité Environnementale est saisie par la commune pour avis au cas par cas ad hoc.